

FERRETTE Rencontre avec Aziz, le premier migrant installé dans la cité des Comtes

« Je n'oublierai jamais tout l'amour qu'on m'a donné ici »

Depuis bientôt un an, des dizaines de migrants ont transité par Ferrette. Aziz, lui, s'y est installé, bénéficiant du statut de protection subsidiaire. Le jeune Afghan de 26 ans espère poser ici les jalons d'une vie plus douce.

Assis en tailleur sur un matelas posé à même le sol, Aziz sirote son thé vert, utilisant parfois son téléphone portable pour traduire des mots en français. Plusieurs tapis recouvrent la surface de son appartement : « Celui-là », indique-t-il en désignant le vert à l'entrée, « je l'ai acheté avec mon argent, tout le reste – l'armoire, le canapé, la télé, la table basse – ce sont des cadeaux ».

Depuis le 1^{er} octobre, le jeune homme est l'heureux locataire d'un logement à Ferrette. Un endroit rien qu'à lui, faisant figure de havre de paix après plus d'une année de déambulation. S'il consent à raconter son histoire, l'Afghan de 26 ans bute parfois sur certaines anecdotes. Son périple, aussi semblable et différent que celui de milliers de migrants, lui laisse en mémoire images et émotions qu'il espère effacer avec le temps.

La peur au ventre

Aziz vient de Zazay, un village situé dans le sud-est de l'Afghanistan. Il est l'ainé d'une fratrie de trois enfants, un frère et une sœur restés au pays avec ses parents. Depuis qu'il est parti, il n'a que de très rares contacts avec eux.

Lorsqu'il évoque sa vie passée, il fait surtout référence à l'insécurité : les bombes, les menaces sur sa famille, une police et un gouvernement corrompus. « Quand je travaillais dans une école en tant que cuisinier, les Talibans ont menacé de me tuer si je continuais à exercer mon activité. Ils sont contre le développement de l'éducation », se souvient-il. C'est cette peur tenace de mourir à chaque coin de rue qui l'a conduit à quitter les siens pour gagner l'Europe.

D'Afghanistan, il traverse l'Iran, la Turquie, puis la mer Méditerranée jusqu'en Italie. À pied, en bus, en camionnette, en bateau, les moyens sont multiples et les conditions souvent précaires. En Iran, ses papiers d'identité sont

déchirés sous ses yeux. « Pourquoi tu veux aller en Europe ? ! », lui demande-t-on avec agressivité. « Les Afghans sont mal vus par les Iraniens, personne ne t'aide là-bas », informe Aziz. L'accueil est moins rude en Turquie, même s'il doit rester caché quelques jours dans une petite pièce avec trente-cinq autres personnes. « On ne pouvait pas se coucher, on avait toujours la même position », explique-t-il en mimant une posture recroquevillée.

Une camionnette les conduit jusqu'à la mer. « On nous avait promis un grand bateau pour nous transporter jusqu'en Italie ». Lorsqu'on lui désigne la petite embarcation amarrée devant lui, Aziz croit d'abord à une blague. Puis il défaille. Un sentiment de panique l'envahit. « Je veux aller en Europe pour avoir une vie plus heureuse. Si c'est pour terminer en pleine mer, j'aurai préféré mourir en Afghanistan », souffle-t-il, se remémorant avec gravité ces instants d'angoisse. Devant sa réticence, l'un des passeurs colle une arme à feu sur sa nuque, menaçant de l'exécuter s'il ne monte pas. Aziz grimpe alors sur le bateau. Il y passe neuf nuits éprouvantes, tapi dans un coin près d'une fenêtre. L'embarcation bouge beaucoup, des bruits sourds se font entendre en permanence. La plupart des migrants ne savent pas nager. « Toutes les deux minutes, je pensais que c'était la fin ». Alors, Aziz parle. À sa mère, à son père. À haute voix, sans s'en rendre compte, jusqu'à ce qu'une personne le lui fasse remarquer. « Je devenais comme fou », confie le jeune homme.

De Calais à Ferrette

En octobre 2015, Aziz débarque en France, à Calais. « C'était vraiment difficile. Je couchais sous une tente, mais je ne dormais pas beaucoup : il faisait froid, j'étais stressé. J'étais seul pendant un petit moment puis progressivement, je me suis fait des amis ».



Parmi les endroits qu'il apprécie, Aziz s'installe régulièrement aux abords de l'étang de Ferrette.

PHOTOS DNA

Le souvenir de la jungle l'amène à évoquer l'attitude déplacée de certains migrants qui « cassaient des choses, bloquaient les camions sur l'autoroute ». « Il ne faut pas s'étonner alors que les Français aient peur des réfugiés. Mais dans tous les pays, il y a des bons et des mauvais », reconnaît-il.

S'en suivent les longues démarches pour obtenir un statut et des papiers. Puis un transit obligatoire par la case Ferrette, en mars 2016. Comme d'autres migrants, Aziz loge au sein de la caserne Moreigne, transformée en Centre d'accueil pour demandeur d'asile (Cada). « Quand je suis arrivé, j'ai vu la montagne, le climat, la verdure, ça m'a fait penser à mon village. Même si ici il y a des routes, de l'électricité et que c'est propre. Mais il n'y avait personne, c'était difficile, et je n'avais plus ma famille. Alors j'ai voulu retourner à Calais. C'est là que j'ai rencontré Michèle. [NDLR : Cohendet, épouse du maire de Ferrette]. Elle est devenue comme ma mère, m'a dit que je pouvais être heureux ici. Elle m'a promis que si je restais, elle

m'aiderait à trouver un appartement et un travail », retrace Aziz. D'autres bénévoles viennent accueillir les nouveaux arrivants. Ils visitent le village, la région, organisent des activités. « Maintenant, j'aime Ferrette. En sept mois, je ne me suis jamais senti mal. Les gens me demandent comment je vais, ils sont vraiment sympas et souriants. Beaucoup de personnes m'ont aidé. Michèle, Martine, Agnès, Sarah, Laurent, Stéphanie, Delphine... J'aimerais tous les remercier. Je n'oublierai jamais tout l'amour qu'on m'a donné ici. Grâce à ça, je ne me sens pas comme un Français ».

« Maîtriser la langue et les lois françaises »

En mai, Aziz se rend à Paris pour s'exprimer devant l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra). La réponse tombe quarante-cinq jours plus tard. Le droit à la protection subsidiaire lui est accordé (voir encadré). « Je remercie vraiment du fond du cœur le gouvernement français d'avoir écouté mon histoire et reconnu mes difficultés à rester vivre en Afghanistan », souligne-t-il à plusieurs reprises. Le statut lui permet ainsi de percevoir environ 725 euros par mois (aide personnalisée au logement + revenu de solidarité active), contre 250 euros avant. L'été peut s'éprouver avec plus de douceur. Aziz joue au football, profite de la fête de la musique à Altkirch, du spectacle de cirque à Biederthal. « J'étais aussi à la piscine. C'était étonnant de voir des hommes et des femmes ensemble en maillot de bain ! », sourit-il. Son temps est également occupé par les multiples démarches administratives à effectuer. « Il apprend à faire à manger aussi. Chez lui, c'est sa mère qui s'occupait de toute l'intendance », raconte Delphine Schier, bénévole devenue au fil du temps l'amie d'Aziz.

Et depuis le 20 octobre, l'habitant de la cité des Comtes suit à Mulhouse des cours officiels de français, une obligation dans le cadre de son statut. Au programme : 200 heures d'apprentissage, trois jours intensifs par semaine. Dans sa classe, ils sont dix-huit, trois femmes et quinze hommes. « Maintenant, ce qui compte le plus pour moi, c'est de maîtriser la langue et les lois françaises », indique-t-il. Car s'il connaît les formules de politesse et quelques mots dans la langue de Molière, le jeune Afghan s'exprime surtout en anglais. Une compétence qui, en plus d'un caractère jovial et d'une aisance relationnelle, a sans doute facilité son insertion.

Pour la suite, il espère récupérer son permis de conduire, resté en

CHRONOLOGIE

1^{er} mars 1990 : naissance en Afghanistan
 Octobre 2015 : arrivée à Calais
 10 mars 2016 : arrivée à Ferrette
 Mai : se rend à Paris pour raconter son histoire et valider son statut
 Juillet : obtient le droit à la protection subsidiaire
 1^{er} octobre : s'installe dans un appartement à Ferrette
 20 octobre : début des cours officiels de français

Afghanistan. Son père doit pour cela se rendre à Kaboul, déplacement trop risqué pour l'heure. Il est donc envisagé de le repasser en France, en fonction des possibilités. Côté professionnel, Aziz souhaite trouver du travail dans le secteur du bâtiment. Celui qui cultivait des terres en Afghanistan affiche détermination et enthousiasme à l'idée de cette vie en construction.

« Il ne faut pas oublier qu'il n'a pas choisi d'être ici. Il a été obligé de quitter sa famille, ses racines, pour se retrouver seul dans un pays inconnu. C'est important que les gens qui se montrent parfois un peu réticents ou craintifs comprennent cela », remarque Delphine. Et de souligner : « C'est très enrichissant de passer du temps avec Aziz et les autres. Ils sont chaleureux. Ils n'ont rien mais ils offrent tout. Je suis toujours reçue comme une reine ».

Demain matin, comme chaque jour, Aziz écoutera sur son téléphone portable Azadi Radio, la radio libre d'Afghanistan. Une manière de rester connecté à ce qu'il a laissé derrière lui. ■

CAROLINE ANFOSSI

► Sur le même sujet lire également en pages Région.



De nature souriante, chaleureuse, le jeune homme s'exprime facilement en anglais. Son téléphone portable lui est d'une précieuse aide pour la traduction en français.

LA PROTECTION SUBSIDIAIRE

Selon l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra), la protection subsidiaire est accordée à toute personne dont la situation ne répond pas à la définition du statut de réfugié mais pour laquelle il existe des motifs sérieux et avérés de croire qu'elle courrait des risques réels dans son pays (peine de mort, exécution, torture, menace grave et individuelle en raison d'une violence aveugle résultant d'une situation de conflit armé interne ou international, etc.).

Une carte de séjour temporaire d'une durée d'un an renouvelable est délivrée aux personnes bénéficiant de cette protection.



Présente à l'origine en tant que bénévole, Delphine est devenue au fil des mois l'amie d'Aziz.